

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 33 (1996)  
**Heft:** 1268

## Titelseiten

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Dommaine Public

# DP

JAA  
1002 Lausanne

12 septembre 1996 – n° 1268  
Hebdomadaire romand  
Trente-troisième année

## Le consommateur aussi sait calculer

Dans les années 60, il était de bon ton de fustiger la société de consommation, ultime avatar du capitalisme. La contestation passait par la frugalité, morale de luxe d'une génération n'ayant jamais connu le besoin.

Aujourd'hui, une conjoncture désespérément morose et déprimée fait tourner le vent. Proposer une baisse des impôts, comme le suggère une partie de la droite, ou fustiger les réductions de salaires à l'instar de la gauche, relève en fin de compte d'une croyance commune: la relance par la consommation grâce à un pouvoir d'achat maintenu voire augmenté. Foin de l'esprit d'épargne, vertu cardinale du pays et de ses habitants; en tant que modèle de comportement, la cigale a éclipsé la fourmi. Le mot d'ordre est à la dépense, sans hésitation aucune, afin de stimuler le marché intérieur et sauver les emplois, et donc rétablir l'équilibre budgétaire des collectivités publiques et assurer le financement des assurances sociales.

Hélas, le Suisse, timoré, campe sur ses avoirs et, quand il en a les moyens, ne pense qu'à épargner. Cette retenue dans la demande s'explique bien sûr par un recul du revenu disponible et la crainte du lendemain face à des perspectives économiques pour le moins incertaines. La fourmi toujours...

Et s'il y avait autre chose encore? Si les consommateurs avaient appris la leçon que martèlent à l'envi les entrepreneurs et leurs idéologues, à savoir la nécessité de rationaliser? En vingt-cinq ans, la productivité de l'économie suisse a progressé de 30%; les biens et les services proposés sur le marché exigent toujours moins de travail. Et si la satisfaction des besoins exigeait toujours moins de biens et de services? L'amélioration de la productivité ferait alors chou blanc.

Ce scénario, difficile à chiffrer avec précision, n'en reste pas moins plausible si l'on se réfère à un certain nombre de tendances observables dans les habitudes de consommation et que relève le journaliste Hanspeter Guggen-

bühl dans la *Basler Zeitung* (31 juillet 1996). Lorsqu'un enseignant valaisan, pour la durée des vacances, échange son logement avec celui d'un collègue français ou italien, il augmente la productivité de l'habitat et épargne des frais d'hôtel. Quand un fonctionnaire choisit de prendre le train pour se rendre à son travail et, constatant que sa voiture reste la plupart du temps inutilisée, rejoint avec son véhicule une coopérative d'autopartage, il améliore substantiellement la productivité de sa mobilité, économise de l'argent et triple la durée d'utilisation de son automobile. Quand une vendeuse, licenciée à la suite de la restructuration de son entreprise, renonce au moins partiellement à consommer du porc au profit des céréales qui engraisent cet animal, elle rationalise son comportement: en court-circuitant une chaîne alimentaire complexe construite sur le gaspillage d'énergie, elle se nourrit à meilleur compte et de manière plus saine, ce qui lui permet encore de réduire ses frais médicaux. C'est le même raisonnement qui conduit les habitants d'une coopérative d'habitation à n'acheter plus qu'un aspirateur par étage – doublement du temps d'utilisation – et les propriétaires de maisons individuelles à se partager une seule tondeuse à gazon – quadruplement de la productivité de l'appareil. Le succès grandissant des boutiques de seconde main, le recours accru à la réparation des appareils plutôt qu'à leur remplacement, l'attention nouvelle au critère de la durabilité dans le choix des biens d'équipement vont dans le même sens.

Si cette tendance se confirme et s'amplifie, elle confortera alors l'analyse de celles et ceux qui ne croient plus à la relance créatrice d'emplois, selon les bonnes vieilles recettes de Keynes. Et elle stimulera la réflexion sur les conditions économiques et sociales d'une société où les activités de services et de loisirs prendront le pas sur la production de biens et où le travail salarié ne constituera plus la principale source de revenu.

JD